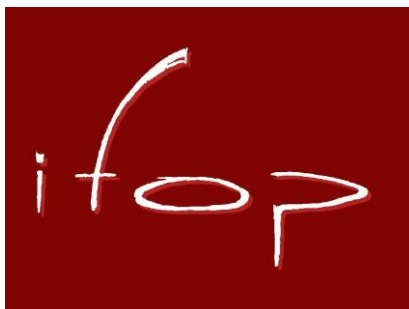




CHRONIQUES

Allemandes

N° 10

19 février
2013

La crise de la dette et de la zone euro a montré à quel point la situation économique et politique prévalant dans les autres pays européens avait des implications en France. Le sort de notre pays apparaît ainsi de plus en plus lié à celui de nos partenaires au premier rang desquels l'Allemagne.

Sur tous les grands sujets : fiscalité, compétitivité des entreprises, énergie (sortie du nucléaire par exemple) ou bien encore éducation, l'exemple allemand est désormais systématiquement convoqué dans le débat français soit pour s'en inspirer soit pour en pointer les limites. Cette tendance, déjà ancienne, s'est renforcée ces dernières années et la campagne électorale en a donné de nombreux exemples.

C'est dans ce contexte que l'Ifop a décidé de rédiger et publier régulièrement des notes d'analyse (réalisées à partir d'enquêtes de l'Ifop ou d'instituts allemands) sur la situation politique et économique en Allemagne.

Regards et attentes sur les relations franco-allemandes 50 ans après le Traité de l'Elysée

Le 22 janvier 1963, le Chancelier allemand Konrad Adenauer et le Président de la République française Charles de Gaulle signaient le Traité de l'Elysée. Cette initiative politique et symbolique sans précédent visait à renforcer la coopération entre les deux nations et à dépasser l'antagonisme entre les deux voisins. 50 ans après la signature du Traité de l'Elysée, l'amitié entre les deux pays ne se dément pas.

Déjà publiés

N°1 – Sept. 2005 : *Recomposition de la gauche : à l'Est du nouveau ? Retour sur les résultats des élections allemandes de 2005*

N°2 – Sept. 2009 : *Quand la gauche radicale s'installe en Allemagne. Analyse sur le vote die Linke*

N°3 - Mai 2010 : *Analyse sur les élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie*

N°4 – Oct. 2010 : *La percée du FPÖ aux élections municipales de Vienne*

N°5 – Déc. 2010 : *Regards franco-allemands sur la crise de l'Euro*

N°6 – Avril 2011 : *Le Bade Wurtemberg passe aux Verts : un effet Fukushima*

N°7 – Avril 2012 : *Fin de la coalition « jamaïcaine » et percée des « Pirates » : retour sur les élections régionales en Sarre*

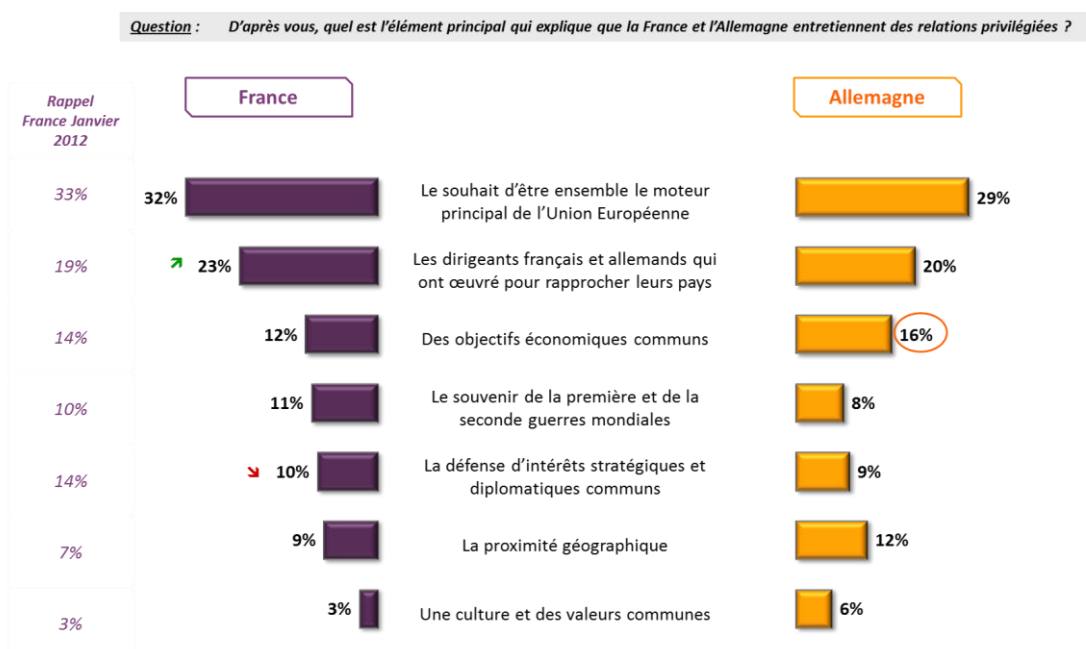
N°8 – Mai 2012 : *Premier bilan sur les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie : cuisant revers pour la CDU et large victoire pour le SPD*

N°9 – Juillet 2012 : *L'opinion publique allemande face à la crise de l'Euro*

A- France-Allemagne : une bonne image réciproque et un bilan des relations jugé positivement

Selon un récent sondage de l'Ifop réalisé pour l'Ambassade d'Allemagne à l'occasion de cet anniversaire¹, 85 % des Français ont une bonne image de l'Allemagne et inversement 87 % des Allemands regardent positivement notre pays. Au-delà de cette bonne image réciproque, phénomène déjà rassurant en soi, un consensus existe également des deux côtés du Rhin pour estimer que les liens privilégiés entre les deux Etats ont des conséquences positives pour l'Europe (89 % et 84 %) et pour son propre pays (89 % et 87 %). Le principe même de couple franco-allemand s'en trouve ainsi validé. De la même façon, Français et Allemands déclarent unanimement (à 87 % et 90 %), 50 ans après la signature du Traité de l'Elysée, que son bilan est positif.

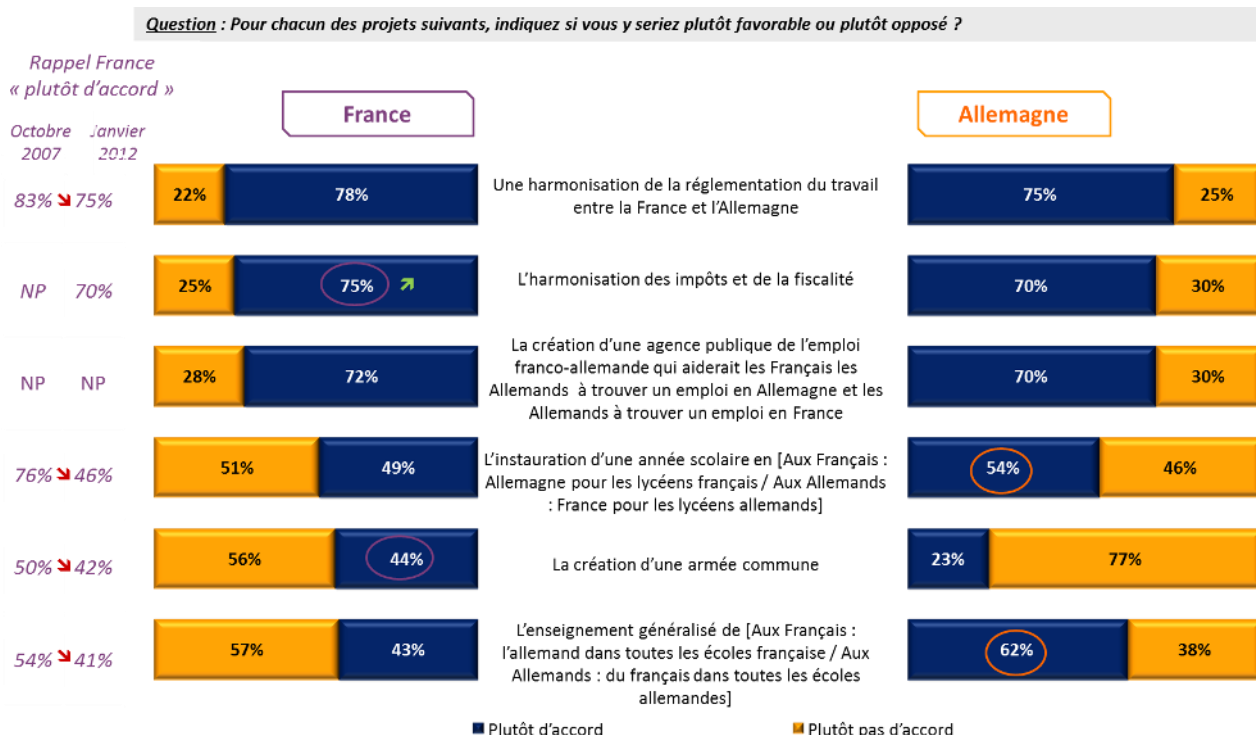
On constate également une communauté de points de vue, pas seulement sur l'utilité du rapprochement franco-allemand, mais aussi sur les fondements de ses relations privilégiées.



Ainsi, comme le montre le graphique ci-dessus, on s'accorde ici comme chez nos voisins que c'est d'abord le souhait d'être ensemble le moteur principal de l'Union Européenne qui explique les relations privilégiées entre les deux pays, suivi par le rôle des « pères fondateurs », ces couples de dirigeants franco-allemands qui ont marqué les esprits (De Gaulle/Adenauer, Giscard d'Estaing/Schmitt, Mitterrand/Kohl) puis l'existence d'objectifs économiques communs. Il est frappant de constater que la hiérarchie des facteurs est identique dans les deux pays et que les scores sont très proches, signe encore une fois d'une communauté de points de vue.

¹ Sondage Ifop réalisé par internet du 11 au 17 décembre 2013 auprès d'un échantillon national représentatif de 1302 personnes en France et d'un échantillon national représentatif de 1305 personnes en Allemagne.

Si le bilan de ce Traité historique apparaît donc comme largement positif, une volonté commune se manifeste également (à haut niveau et avec la même ampleur) dans les deux pays concernant des projets importants qui pourraient donner corps à une nouvelle étape du rapprochement franco-allemand. Plus de 7 Français et Allemands sur 10 seraient ainsi favorables à une harmonisation de la réglementation du travail entre la France et l'Allemagne, mais aussi à une harmonisation des impôts et de la fiscalité et à la création d'une agence publique de l'emploi franco-allemande. Il ne s'agit pas de dossiers mineurs mais au contraire de sujets sensibles en période de crise économique et de tension sur le pouvoir d'achat et pour autant, une large majorité serait prête à aller de l'avant sur ces trois chantiers.

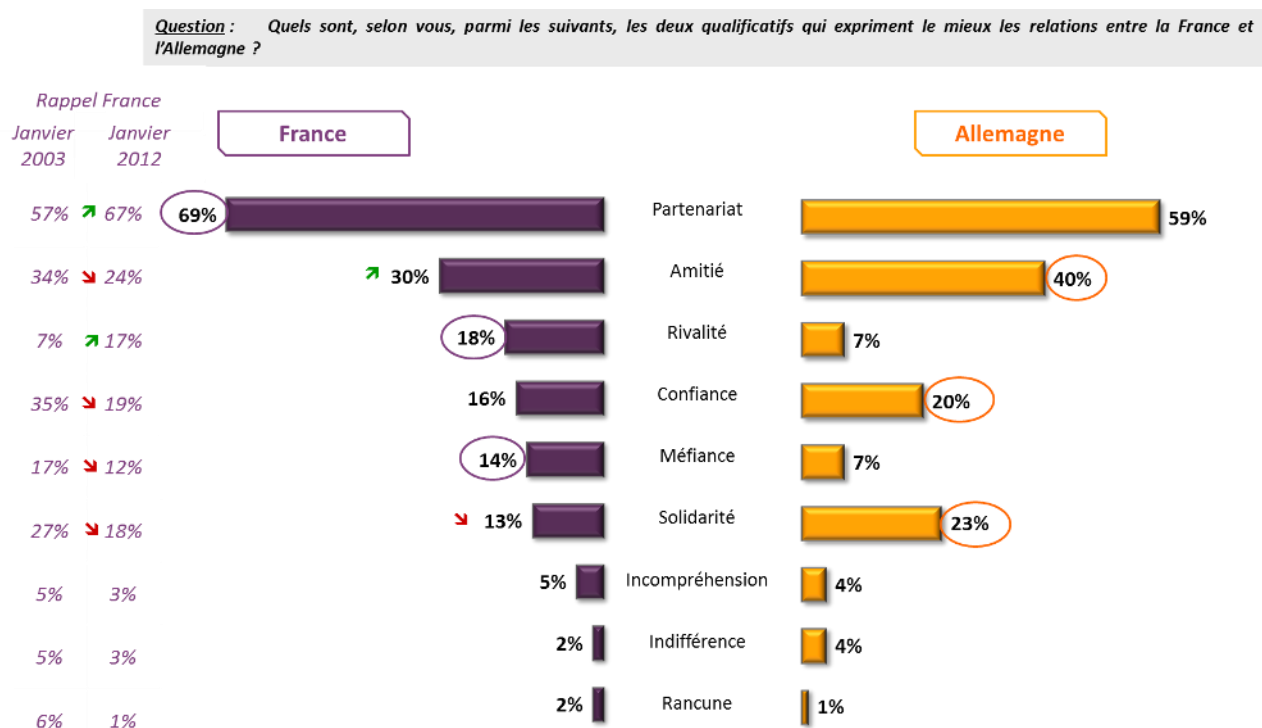


En revanche, on ne constate pas de consensus mais un fort décalage entre les deux pays sur une armée commune. Seuls 44 % des Français et 23 % des Allemands se déclarent favorables à la création d'une armée commune. En dépit de la mise sur pied, déjà ancienne de la brigade franco-allemande, cette question reste sensible puisqu'il s'agit là par excellence d'un attribut de la souveraineté revêtant de surcroît une forte charge symbolique et historique. Ce refus de la création d'une armée commune n'est pas sans rappeler l'échec de la CED en son temps. L'adhésion très faible en Allemagne renvoie sans doute à la forte influence du courant pacifiste dans ce pays et à la réticence toujours forte d'engager des troupes allemandes, ce qui pourrait arriver plus fréquemment si les deux armées étaient davantage intégrées, la France intervenant fréquemment sur des théâtres extérieurs. Des sondages réalisés après cette enquête allaient d'ailleurs valider cette hypothèse. Quand 65 % des Français approuvaient l'intervention française au Mali, seuls 29 % des Allemands déclaraient favorables à l'envoi de troupes aux côtés des soldats français².

² Sondage Ifop réalisé par internet du 22 au 24 janvier 2013 pour *la Lettre de l'Opinion* auprès d'un échantillon national représentatif de 900 personnes en Allemagne.

B- Pour autant, un couple partiellement déséquilibré

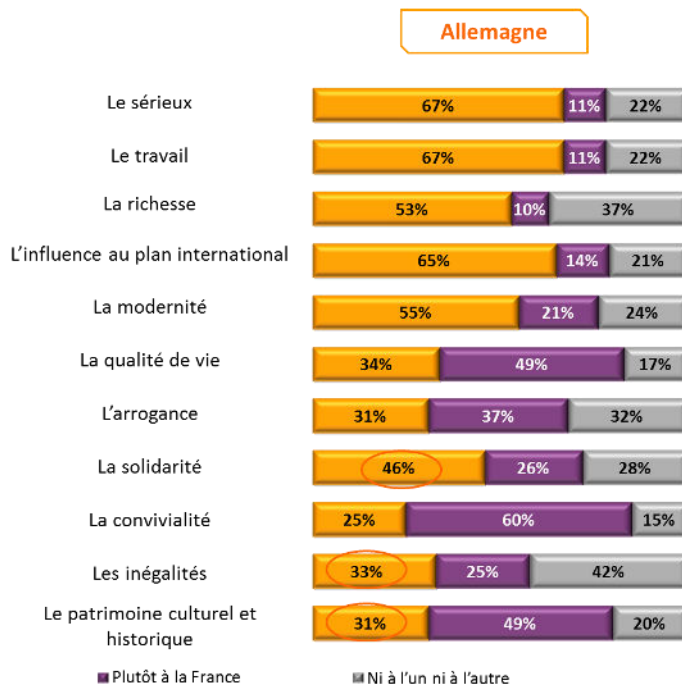
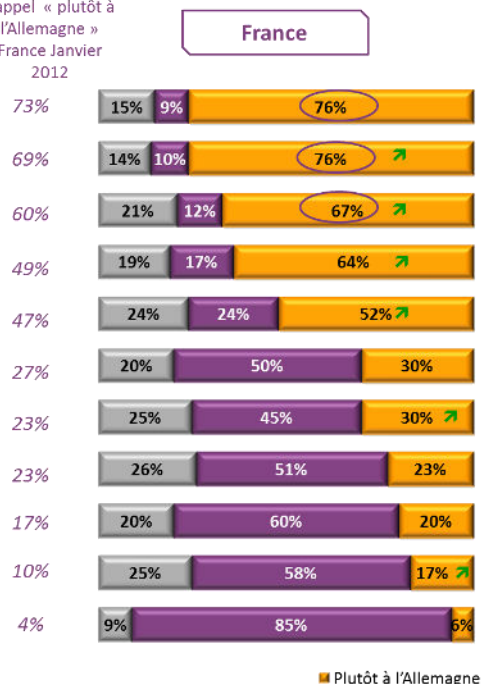
Derrière ce constat d'un large consensus prévalant des deux côtés du Rhin sur les bienfaits des relations franco-allemandes, des éléments moins positifs apparaissent néanmoins à la lecture des résultats de l'enquête. Ainsi, quand on interroge Français et Allemands sur le sentiment associé aux relations bilatérales, les jugements positifs prédominent certes largement mais les perceptions françaises et allemandes ne sont pas identiques voire déséquilibrées. Alors que la sympathie est très présente en Allemagne, la dimension de respect mais aussi de méfiance ressort davantage en France.



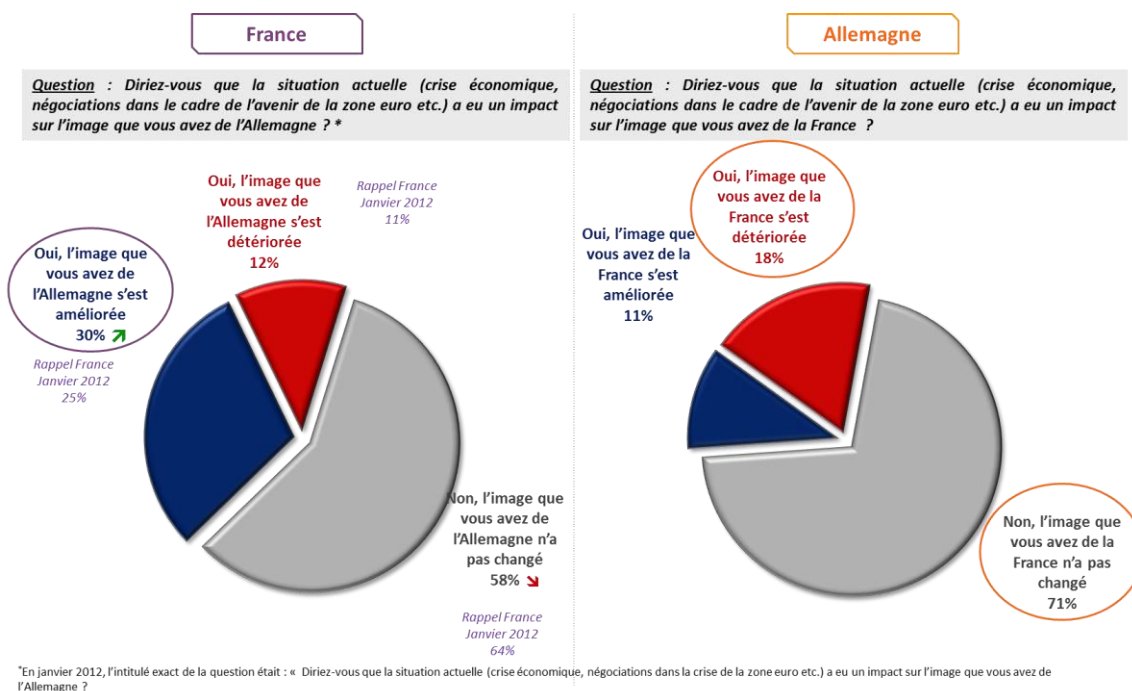
Signe que nous touchons là quelque chose de profond et de structurant, ce décalage de perception peut être observé ailleurs. Les relations entre les deux pays sont en effet certes perçues comme satisfaisantes par une très large majorité mais un peu moins en France (75 %) qu'en Allemagne (83 %) et 41 % des Français (proportion significative) les jugent peu équilibrées contre 15 % seulement des Allemands. Ce déséquilibre prend racine dans une conscience partagée que la puissance économique allemande est supérieure à celle de la France. Tout se passe comme si aux yeux des deux opinions publiques, une division du travail s'était progressivement opérée. L'Allemagne se voit attribuer par ses habitants mais aussi par les Français : le sérieux, le travail, la richesse, l'influence au plan international et la modernité, la France ne surclassant son partenaire que sur la qualité de vie, la convivialité, le patrimoine et culturel ...et l'arrogance.

Question : Voici une liste de mots et adjectifs. Pour chacun d'eux, indiquez si vous l'associez plutôt à la France ou à l'Allemagne ?

Rappel « plutôt à l'Allemagne »
France Janvier 2012



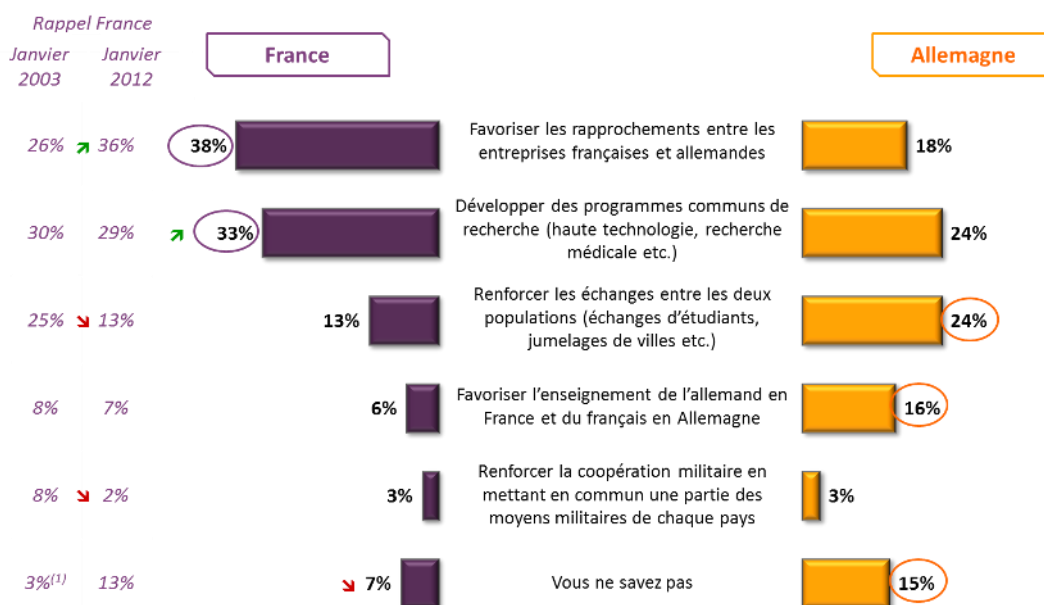
La crise économique actuelle a semble-t-il accéléré ce processus et parfois de manière spectaculaire. En un an, la part de Français qui estiment qu'ils s'associent « l'influence au plan international » plutôt à l'Allemagne qu'à la France est passée de 49 à 64 %... De la même façon, on constate que si une majorité des personnes interrogées dans les deux pays affirme que la crise n'a pas modifié l'image qu'ils avaient de leur voisin, une proportion significative de Français ont revu à la hausse le jugement qu'il portait sur l'Allemagne à l'aune de la crise alors que, dans le même temps, une fraction significative des Allemands révisait le leur sur la France à la baisse.



L'idée d'une Allemagne qui sortirait renforcée des années de crise alors que la France serait plus durement touchée semble s'installer auprès des deux populations. 86 % des Français (+5 points en un an) estiment ainsi qu'avec la crise de l'euro, l'Allemagne s'est affirmée comme le pays dominant en Europe ; 58 %, soit 28 points de moins, des Allemands pensent de même concernant la France. De la même façon, 86 % de nos concitoyens sont d'accord avec l'idée que les Allemands ont fait beaucoup d'efforts pour rester compétitifs dans la mondialisation, le jugement réciproque étant moins répandu en Allemagne (68%, soit 18 points de moins) et 75 % de nos concitoyens sont d'accord avec l'idée que l'Allemagne a fait le nécessaire pour combattre le chômage, cette opinion concernant notre pays étant minoritaire de l'autre côté du Rhin avec 48 % seulement (27 points d'écart). S'impose alors logiquement la conclusion suivante : l'Allemagne apparaît comme un modèle pour 63 % des Français quand seuls 29 % des Allemands pensent que leur pays doit davantage s'inspirer du modèle économique et social français...

On retrouve trace d'ailleurs de ce constat dans le fait que les Français semblent très en demande de coopération économique renforcée, pour s'arrimer à la locomotive allemande, quand nos voisins souhaiteraient que l'approfondissement de nos relations passent en priorité par les échanges scolaires, les jumelages et l'enseignement.

Question : Pour véritablement renforcer les liens entre l'Allemagne et la France, quelle solution parmi les suivantes doit être privilégiée ?

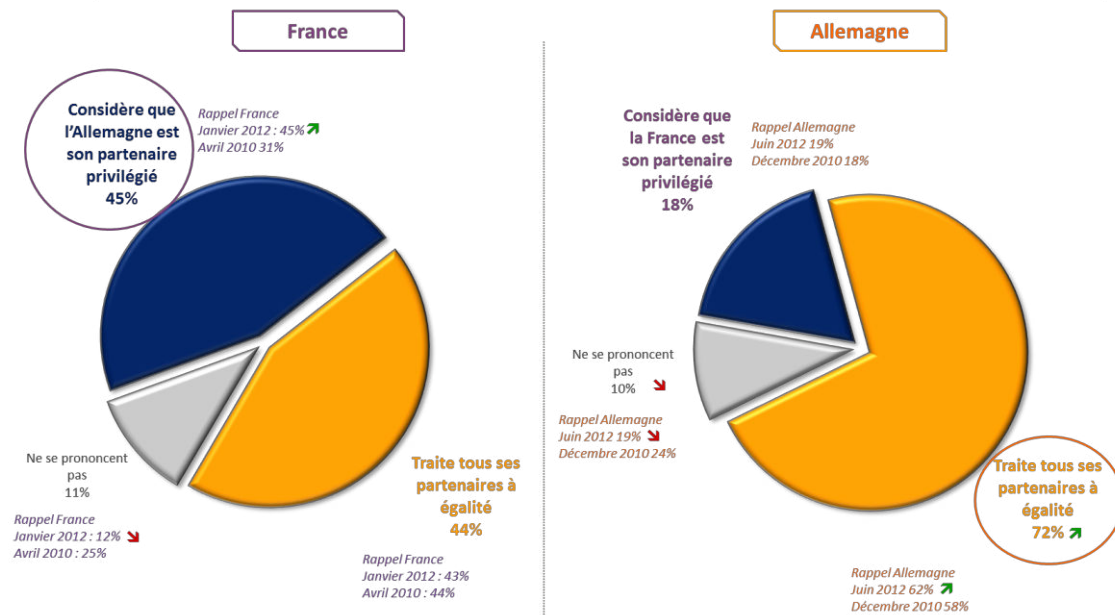


⁽¹⁾Réponse non suggérée en janvier 2003 (interrogation par téléphone).

Conclusion :

Bien que Français et Allemands jugent à une très large majorité positivement le bilan du Traité de l'Elysée et que chacun des deux pays bénéficie d'une bonne image chez son voisin, un déséquilibre au sein du tandem, dû à la différence de performance économique, est de plus en plus perçu par les deux populations. Ce constat engendre un décalage problématique qui s'exprime avec force dans le fait qu'une forte proportion (en progression sensible) d'Allemands demande aujourd'hui à ce que la France soit traitée à égalité avec les autres partenaires européens quand une proportion croissante de Français demeure attachée au rapport privilégié entre nos deux pays.

Question : [Aux Français] Aujourd'hui, au sein de l'Union européenne, souhaitez-vous que la France...?
 Question : [Aux Allemands] Aujourd'hui, au sein de l'Union européenne, souhaitez-vous que l'Allemagne...?



Cet investissement déséquilibré des deux opinions publiques vis-à-vis de la relation franco-allemande pose un vrai questionnement et un véritable défi pour l'avenir, et ce d'autant plus que dans les deux pays, le caractère privilégié de la relation franco-allemande apparaît moins évident pour les jeunes générations.

Jérôme Fourquet

Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Ifop

Février 2013